



Le système de riziculture intensive permet de multiplier les rendements par cinq. L'association Tefy Saina veut diffuser cette méthode auprès des paysans malgaches.

## OPÉRATION SRI MADAGASCAR

# Pour une auto-suffisance alimentaire

**L'Opération SRI Madagascar, organisée à la Réunion jusqu'au 15 juin, a pour but d'aider à la diffusion du Système de riziculture intensive (SRI) auprès des riziculteurs malgaches. Cela afin de permettre à la Grande île de devenir auto-suffisante en riz et de développer son économie.**

« Le riz, c'est la vie ». Ce slogan retenu lors de « l'Année internationale du riz » en 2004 est plus que jamais une réalité. Le riz est l'aliment de base pour plus de la moitié de la population mondiale. Mais face aux dangers d'une crise alimentaire mondiale, notamment une « crise du riz », avec la flambée du cours des céréales, du baril de pétrole... beaucoup tirent la sonnette d'alarme et en appellent à des solutions alternatives.

C'est dans cette optique que l'opération SRI Madagascar a été lancée à la Réunion jusqu'au 15 juin. Elle a pour but d'aider les riziculteurs malgaches à atteindre l'auto-suffisance alimen-

taire grâce à une méthode innovante : le Système rizicole intensive (SRI) inventé dans les années 1980 à Madagascar par le père jésuite français, Henri de Laulanié.

En 2007, la production rizicole malgache s'élevait à 3 000 000 de tonnes avec un rendement moyen de deux tonnes par hectare. Insuffisant pour couvrir les besoins nationaux. Madagascar doit importer chaque année plus de 200 000 tonnes de riz pour pallier ses besoins. Le système de riziculture intensive serait, selon les membres de l'association Tefy Saina, la seule solution pour contrer les problèmes que rencontre au-

jourd'hui la filière riz. Le SRI permet d'améliorer la productivité avec un rendement multiplié par cinq. « Le SRI, c'est une agriculture biologique. Elle ne nécessite aucun engrais et produits chimiques. De plus, avec ce système on économise l'eau. Cette technique permet un maximum de résultats », indique Hamon Randiamahary.

### Système écologique

Le SRI repose sur plusieurs principes : repiquage des plants très jeunes, repiquage en ligne, assèchement partiel des rizières... Après 20 ans d'existence, le SRI est en phase d'expérimentation dans beaucoup de pays d'Asie, d'Afrique, d'Amérique latine ainsi qu'en Chine et en Inde. Mais paradoxalement à Madagascar, berceau du SRI, les paysans traînent à adopter cette méthode. Sur les 1 721 000 riziculteurs que compte la Grande île seulement 65 000, soit environ 3,5%, pratiquent aujourd'hui le système de riziculture intensive. Le poids des traditions et la technicité que requiert cette méthode expliquent son lent développement. Autre raison : le lobby des engrais et pesticides chimiques. « Le SRI demande plus de technicité. Il faut donc des centres de formation et des campagnes de sensibilisation. Le père de Laulanié, aujourd'hui disparu, voulait ouvrir un grand nombre de centres de formation. Mais on est une petite association qui manque de moyens financiers. Nous essayons de mobiliser les décideurs politiques pour soutenir notre initiative », précise Frédéric Guérin, bénévole de l'association.

Des membres de l'association Tefy Saina, Hamon Randiamahary et le frère Michel Hubert, fondateur avec le père de Laulanié de l'association Tefy Saina, sont dans notre île pour lancer un appel aux dons afin de former des riziculteurs malgaches à la technique du SRI. « Mada-

gascar a été le premier pays à inventer le SRI. Il ne faudrait pas que ce soit le dernier pays où ça se développe. Il faut permettre à Madagascar de se développer grâce à ses paysans », déclare Michel Hubert. Développer le SRI, c'est en terme pour l'association Tefy Saina, permettre à Madagascar de devenir auto-suffisante en riz, de pouvoir même en exporter et ainsi développer l'économie du pays.

Natacha PAUL

## SITUATION DES PRISONNIERS

### Les Comores épinglées par un rapport

La Fondation comorienne des droits de l'Homme (FCDH) a dévoilé, jeudi, un « Rapport sur les détenus politiques et militaires à Anjouan », incarcérés suite au débarquement militaire du 26 mars. Dénonçant la surpopulation carcérale dans la prison de Koki, l'association appelle les autorités à « libérer » certains prisonniers. Elle ne dépendant les rumeurs faisant état de tortures.

La FCDH a pu rendre visite à plusieurs prisonniers à la prison de Koki et au Centre hospitalier régional de Hombô, où sont hospitalisés un certain nombre de détenus – dont l'ancien vice-président de l'Union et ministre de Bacar Caambi el-Yachourtui.

À la prison de Koki, le rapport note qu'en moyenne « 17 à 18 détenus sont enfermés dans des cellules d'environ 4 m sur 3,5 m, dont le seul moyen d'aération est une fente d'environ 35 cm sur 15 cm ; d'où une odeur nauséabonde faite de cette insuffisance d'aération, de la nourriture consommée sur place, de la satisfaction des besoins sur place la nuit et du surnombre ». Et seulement six toilettes sont « à la disposition de centaines de détenus ».

Si les points d'eau sont assez nombreux, les repas, au nombre de deux, sont « insuffisants » en quantité. Par contre, les détenus malades « sont traités quotidiennement ».

#### « Pas de cas de torture »

Selon la FCDH, « tous les prisonniers réclament des meilleures conditions de détention mais surtout un procès dans les meilleurs délais pour qu'ils soient fixés sur leur sort. Les détenus militaires affirment qu'ils n'ont pas combattu pour répondre à l'appel du chef de l'Etat qui avait promis dans son allocution radiotélévisée du 24 mars 2008 que tous les soldats qui se rendraient sans combattre, seraient traités avec bon-



Un rapport critique les conditions de détentions des personnes incarcérées suite au débarquement.

té. « Toutes les informations convergent sur le fait que ces détenus sont en détention illégale. En effet, après une enquête préliminaire sommaire, la justice semble attendre une décision politique au lieu de continuer son cours », regrette la FCDH.

Concernant le Centre hospitalier de Hombô, les conditions semblent meilleures.

Si le tableau dressé par la FCDH est sans concession, l'organisation tient à démentir les rumeurs faisant état de tortures dans les prisons. « Lors des entretiens avec les détenus qui se sont exprimés très librement sans aucune contrainte, il ressort clairement qu'il n'y a pas de cas de torture et qu'il n'y a pas une volonté de torturer les prisonniers », indique le rapport.

En conclusion, la FCDH recommande à la Justice de « libérer ne serait-ce que provisoirement les détenus qui ne sont pas coupables de délits majeurs ou crimes » et d'inculper les autres afin qu'ils bénéficient d'un procès public « dans des délais raisonnables ». La FCDH appelle également « toutes les bonnes volontés » (ONG, représentations diplomatiques, gouvernement comorien etc.) afin de munir la prison de Koki en tentes, nattes, couvertures...

## 17 millions de dollars d'aide pour Madagascar

Le président malgache n'est pas revenu les mains vides de Rome où il a participé au sommet de la FAO sur la crise alimentaire mondiale. La Banque mondiale a, en effet, répondu aux appels du gouvernement de Marc Ravalomanana en lui octroyant une aide de 10 millions de dollars destinée au ministère de l'Agriculture, de l'Élevage et de la pêche. Ces fonds sont destinés aux 22 pays les plus menacés par la crise alimentaire dont fait partie Madagascar. L'argent doit servir à financer un programme de culture.

Madagascar va également bénéficier de 17 millions de dollars de la part du Programme alimentaire mondial (PAM). « L'argent servira à fournir des denrées alimentaires à la couche de population la plus vulnérable », a soutenu le chef de l'Etat.

Pour ce qui est de la contribution gouvernementale, le dossier de subvention annoncé il y a deux semaines reste flou, commente l'Express de Madagascar. Si Marc Ravalomanana a évoqué la suppression des taxes sur la valeur ajoutée (TVA) et l'aide budgétaire du Fonds monétaire international comme source de financement, il est resté évasif sur le calendrier et les mécanismes du programme, les produits subventionnés et les bénéficiaires potentiels. « Nous réalisons toujours tout ce que j'ai dit », a seulement promis le président Ravalomanana.

Le chef de l'Etat a cependant annoncé la création d'un groupe de travail, « task force » qui doit évaluer les besoins alimentaires du pays et gérer les aides pour prévenir la menace alimentaire.

## Elixir fait des heureux !

Dans le cadre de son Salon du 16 au 26 mai à Saint-Gilles, un grand tirage au sort a eu lieu et 3 gagnants bénéficient ainsi de lots très convoités.



**M. Lebon Frédéric,**  
de Piton Saint-Leu,  
remporte le 1<sup>er</sup> prix,  
une plate-forme  
Power Plate  
d'une valeur de 2290€.



**M. Zavery Taher,**  
de La Montagne,  
gagne la célèbre  
Well-Box  
d'une valeur de 1350€.



**M. Valot Nicolas,**  
de la Petite-Île,  
profite de 3 mois  
d'abonnement  
Power-Plate,  
d'une valeur de 375€.

**Elixir**  
la technologie au service de votre bien-être

205, rue du G. de Gaulle - 97434 St Gilles les Bains  
tél. : 0262 39 14 76